

Lutter pour de bons emplois

LES ENJEUX

Le libre-échange et la mondialisation ont entraîné des pertes d'emploi massives dans les années 1990, et les gouvernements conservateur et libéral qui se sont succédés n'ont pas réussi à s'attaquer à ce problème. Plutôt que de stimuler la création d'emplois, ces partis politiques ont continué à appuyer le plafonnement et la réduction des dépenses de programmes afin d'accorder des réductions d'impôts qui profitent principalement aux riches.

Plus de 170 000 emplois du secteur manufacturier ont été perdus depuis l'entrée en fonction du gouvernement McGuinty. De mauvaises politiques gouvernementales ont dévasté les villes et les villages, particulièrement dans le Nord de la province : c'est ainsi que la déréglementation des prix de l'électricité a contribué à la fermeture de scieries et d'autres usines.

Le gouvernement conservateur a détruit les lois du travail et a retiré des droits aux travailleuses et travailleurs. Il a aboli le système de contrôle des cartes de compétence et a autorisé les employeurs à faire campagne ouvertement contre les efforts de syndicalisation et à harceler les organisatrices et les organisateurs. Un grand nombre de ces lois du travail n'ont pas encore été rétablies en entier par les libéraux. Bien que ceux-ci aient consacré des sommes d'argent à l'application des normes d'emploi, il faut faire davantage pour poursuivre les « patrons voyous » ou irresponsables.

Avec des formules telles que les ententes de partenariat public-privé (PPP) et les plans de financement alternatifs (PFA), les libéraux comme les conservateurs ont favorisé activement la privatisation et la sous-traitance, ce qui a entraîné la perte de bons emplois et des réductions de salaires et d'avantages. Les emplois du secteur public soutiennent les économies locales et il est important de protéger cette base d'imposition.

Les gouvernements conservateur et libéral trouvent opportun d'accorder des contrats au plus bas soumissionnaire (souvent des entreprises outre-frontières), mais l'Ontario a besoin d'une politique de « fabriqué au Canada » qui gardera les bons emplois au Canada, y compris les emplois dans les collectivités du Nord ou de petites dimensions.

LES PARTIS - BULLETIN

Conservateurs

Ont réduit les impôts; n'ont rien fait pour créer de bons emplois alors que la mondialisation fermait des lieux de travail en Ontario.

Libéraux

150 000 emplois du secteur manufacturier ont disparu sous McGuinty – il dit qu'il n'y peut rien.

Les politiques libérales ont entraîné des mises à pied en santé, dans les écoles et dans d'autres secteurs publics.

NPD

Le plan pour l'emploi du NPD renforcera la *Loi sur les normes d'emploi* afin d'aider à empêcher la fermeture d'usines et le déplacement des emplois outre-frontières.

Le NPD appuie les investissements publics dans les secteurs clefs afin de créer des emplois, d'accroître la formation. Il proposerait des lois anti-briseurs de grève et rétablirait les lois qui font de la syndicalisation un droit fondamental.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO...

Notre choix : seul le NPD a un plan pour l'emploi qui aidera à empêcher les fermetures, appuiera les investissements publics dans les secteurs clefs et proposera des lois anti-briseurs de grève.